

## ILS SONT DÉTERMINÉS À ALLER JUSQU'AU BOUT

# Naissance de la Coordination nationale des étudiants en pharmacie

**A l'issue d'une réunion qui a regroupé ce jeudi les délégués des étudiants de différents départements de pharmacie du pays, la Coordination nationale des étudiants en pharmacie est née.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué adressé hier à notre rédaction, les étudiants en pharmacie annoncent la naissance de leur coordination et l'établissement d'une plateforme de revendications commune.

Cette action dénote, selon le communiqué en question, du «refus des responsables de l'université Benyoucef Benkhedda de recevoir les représentants des étudiants ainsi que la fermeture des amphithéâtres par l'administration

pour empêcher le déroulement de l'assemblée générale des étudiants». Ces derniers, qui dénoncent également la pression exercée sur eux par certaines organisations estudiantines «satellitaires» et non «représentatives», pensent que la naissance d'une telle coordination leur permettra une meilleure représentativité.

Ainsi, les étudiants en question exigent-ils dans leur plateforme de revendications la «valorisation de leur diplôme et la révision de leur statut particulier, notam-



Les étudiants déterminés à poursuivre la contestation.

ment leur classification à la catégorie 16 au lieu de la catégorie 13», qu'ils estiment dégradante, ainsi que «l'amélioration des conditions d'études en garantissant les travaux pratiques, la disponibilité des professeurs, de stages pratiques en internat de qualité, des ouvrages de médecine ainsi que la gratuité des photocopies». Ils revendiquent également «une meilleure formation à travers la réforme du système d'enseignement en pharmacie, ainsi que la création de nouvelles facultés de pharmacie, l'ouverture de postes supplémentaires en résidanat une équité pour les spécialistes

mixtes, l'engagement pour l'ouverture de spécialités en pharmacie industrielle et, enfin, la généralisation des CES et la levée des restrictions empêchant les nouveaux diplômés d'exercer leur métier».

Par ailleurs, la coordination nationale des étudiants en pharmacie, qui se dit décidée à poursuivre la contestation sous différentes formes jusqu'à satisfaction de ses revendications, demande une audience auprès du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour lui présenter la plateforme en question.

M. M.

## NOUVELLES DISPOSITIONS EN FAVEUR DES JEUNES CHÔMEURS

# Tayeb Louh mobilise ses troupes

**Les dernières mesures décidées par le dernier Conseil des ministres en faveur de la promotion de l'emploi, notamment celles liées aux dispositifs de création d'activités (Ansej-Cnac), étaient au centre d'une importante réunion présidée hier par Tayeb Louh. Les directeurs d'antennes et les directeurs d'agences de wilaya de l'Ansej et de la Cnac ont été instruits pour mettre en application la nouvelle feuille de route.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - De l'avis de tous les observateurs, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale reste, pour le moment, le seul ministre du gouvernement Ouyahia à multiplier les sorties et autres rencontres pour «vulgariser les dernières mesures et décisions prises en Conseil des ministres qui a eu lieu le 22 février dernier».

Un Conseil des ministres qui avait pour ordre du jour «la relance

économique et la lutte contre le chômage».

La réunion d'hier était une énième occasion pour Tayeb Louh pour instruire les cadres de son département «pour prendre en charge les préoccupations et attentes des jeunes à travers la valorisation des dispositifs de création d'activités dans les volets liés à l'appui et à l'encouragement à l'entrepreneuriat». «Il est attendu de chacun de vous, des efforts

supplémentaires, comme vous l'avez déjà démontré dans de pareilles circonstances dans le cadre de la concrétisation des objectifs assignés à notre secteur notamment en matière de dispositifs de création d'activités.

Ainsi, il vous est demandé de poursuivre la mobilisation de vos cadres au niveau local en direction de la prise en charge des promoteurs, d'être à l'écoute des porteurs de projets de façon permanente, de faire converger les efforts et les bonnes pratiques entre l'Ansej et la Cnac et d'harmoniser l'accompagnement dans ses différents volets, de renforcer les relations avec le système bancaire avec l'objectif d'un respect des délais de traitement des dos-

siers», a-t-il souligné. Cela dit, le ministre du Travail a tenu pour la circonstance à mettre en exergue les importantes mesures dictées dans ce cadre, en citant notamment les questions de l'apport personnel du promoteur et du différé de remboursement des crédits.

Il est à noter que parmi les nouveautés, on peut citer notamment la création de micro-entreprises ainsi que l'insertion des primo-demandeurs d'emploi. Première bonne nouvelle pour les jeunes porteurs de projets dans le cadre de l'Ansej ou de la Cnac (Caisse

d'assurance chômage : les projets dont le montant ne dépasse pas les 5 millions de dinars nécessitent 1% au lieu de 5% au titre de l'apport initial.

Ce même apport initial est abaissé de 10% à 2% lorsque le coût total du projet est compris entre 5 et 10 millions de dinars. Enfin, M. Louh a rappelé, au passage, la récente décision du ministre du Travail ayant consacré la levée du gel de certaines activités. «Tous les créneaux d'activité sont concernés», a-t-il réitéré.

A. B.

## LES ÉLECTIONS DU BARREAU D'ALGER ONT EU LIEU HIER

# Les membres élus devraient être connus aujourd'hui

**L'élection des membres du barreau d'Alger a eu lieu hier au siège de la cour, l'opération de dépouillement s'est poursuivie tard dans la nuit et les noms des 31 membres devraient être connus aujourd'hui.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Une effervescence particulière régnait hier au siège de la cour d'Alger, qui accueillait les élections du barreau d'Alger. Des avocats, plus d'une cinquantaine, représentant les candidats ou ces derniers eux-mêmes étaient postés tout au long de l'entrée du siège de la cour pour distribuer les listes respectives des candidats.

L'opération de vote a commencé tôt le matin. Selon maître Bentoumi du bâtonnat d'Alger, 133 candidats se présentent pour 31 sièges que contient le conseil de l'ordre de la cour d'Alger. «Ces derniers, une fois connus, se réuniront pour désigner le bâtonnier qui sera le représentant légal du barreau», a rappelé maître Bentoumi. «Les élections du

bâtonnat ont toujours été démocratiques, claires et transparentes, et ce, depuis l'indépendance», a ajouté ce dernier, en notant que le nombre de candidats avait atteint les 240, il y a de cela quatre ans, ainsi que lors des dernières élections. «Les critiques faites concernant les mandats sont superflues, puisque nous sommes toujours dans une situation de vote libre, et que nous avons toujours veillé à cela. Les candidats n'ont qu'à mener campagne pour convaincre les votants», a-t-il ajouté.

Il précisera aussi que, selon le nouveau texte en vigueur, le bâtonnier national est élu par les bâtonniers régionaux et ne pourra se présenter que pour deux mandats, alors qu'au niveau local les mandats ne sont pas limités. Cette

nuit ont ainsi pu avoir lieu les deux tours des élections du bâtonnat d'Alger. 4 090 électeurs sont inscrits pour Alger mais, selon notre interlocuteur, seulement la moitié donneront leurs voix. Le bâtonnier sortant est maître Silini qui a assuré trois mandats successifs de trois années et il se présente pour un quatrième. Concernant les nouveaux textes régissant la profession, maître Bentoumi a assuré qu'il doit y avoir une séparation entre les trois pouvoirs.

«Le pouvoir judiciaire doit être indépendant. Il doit y avoir l'indépendance des avocats, garantie essentielle pour les citoyens. Le code de procédure civile doit être aussi à la portée des citoyens qui peuvent, dans certains cas, mener eux-mêmes leur procès sans avocat. Ces derniers ne doivent devenir indispensables que si l'affaire est compliquée», a conclu maître Bentoumi.

F.-Z. B.

## OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE ALGÉRIENNE

# «Une organisation pour dénoncer les entraves administratives»

Créé le 25 février dernier, l'Observatoire de la jeunesse algérienne a tenu sa première session hier à Zéralda. Elu à l'unanimité, son président, Fouad Salem, affirme que cette organisation est «apolitique» et est représentée dans les 48 wilayas du pays.

L'Observatoire s'est fixé la mission de relever tous les dysfonctionnements constatés dans l'application des directives et autres lois élaborées en faveur de la jeunesse en matière d'emploi, de formation, de logement et de création d'entreprises.

«L'Observatoire permettra de canaliser les efforts pour recenser et diagnostiquer les problèmes, les préoccupations et les aspirations de la jeunesse algérienne. Cette organisation n'hésitera pas à dénoncer toutes les entraves administratives rencontrées par les jeunes, ainsi que leurs auteurs. Celles-ci seront automatiquement transmises aux médias», explique le président de l'Observatoire.

Décidé à faire bouger les choses, l'Observatoire de la jeunesse algérienne veillera à améliorer le quotidien des jeunes. «De nombreuses décisions ont été prises en faveur des jeunes mais la bureaucratie entrave leur application sur le terrain. Nous avons, ainsi, décidé d'œuvrer pour que ces jeunes, souvent gagnés par le désespoir, reprennent confiance», a-t-il encore précisé.

Cette organisation «annexe» de l'Académie de la société civile compte aujourd'hui plus de 300 000 jeunes. Elle projette d'atteindre un million d'adhérents d'ici la fin 2011.

L'Observatoire de la jeunesse algérienne compte également mettre en place des bureaux internationaux pour représenter les jeunes Algériens à l'étranger.

Par ailleurs, un magazine électronique et un site web dynamique seront incessamment élaborés par l'Observatoire. Une autre publication support papier est également prévue.

Rym Nasri